

# Un plan gouvernemental pour faire des LGBT "des citoyens à part entière"

Paris, 14 oct. 2020 (AFP) -

Quarante-deux objectifs à atteindre d'ici à 2023: la ministre chargée de la diversité Elisabeth Moreno a présenté mercredi un plan pour l'égalité des droits, contre la haine et les discriminations anti-LGBT, mettant notamment l'accent sur l'éducation afin de combattre l'homophobie.

Ce plan 2020-2023 vise à "faire des personnes lesbiennes, gays, bi et trans (LGBT, NDLR) des citoyennes et des citoyens à part entière", a déclaré la ministre lors d'une conférence de presse. Les mesures concernent aussi bien la sphère familiale, l'école, l'université, le travail, la santé, le sport etc.

Le plan comprend 42 objectifs, avec "des mesures nouvelles ou déjà en partie mises en oeuvre mais qu'il convient d'amplifier". Parmi elles, l'accès concret au droit à l'adoption. "Ce droit a été ouvert en 2013 or rares sont les couples homosexuels qui ont pu adopter depuis cette date et cette réalité n'est pas admissible", a dit Mme Moreno. Elle a également insisté sur l'éducation. "Parce qu'elles naissent dès l'enfance, les discriminations et inégalités peuvent aussi se corriger, en y mettant des moyens. (...) L'école doit donc être le premier lieu de sensibilisation et de prévention et participer à la déconstruction des stéréotypes tenaces".

La ministre prévoit ainsi, avec Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Education nationale, d'"amplifier" la formation des équipes pédagogiques et éducatives. Un site internet appelé "Eduquer contre les LGBTphobies" va être créé, afin de "donner aux enseignants des armes pour combattre l'homophobie et la transphobie et permettre la bonne inclusion des élèves LGBT+".

Le plan vise par ailleurs à lutter contre les thérapies de conversion, "des pratiques abjectes et moyenâgeuses" selon la ministre, visant à changer l'orientation sexuelle des personnes LGBT. "Nous souhaitons les interdire purement et simplement", a dit Mme Moreno.

Une autre mesure consiste à "poursuivre l'adaptation des formulaires administratifs pour inclure les familles homoparentales".

"Les LGBTphobies restent ancrées dans notre pays", a déploré Mme Moreno, avant de citer plusieurs chiffres: 1.870 victimes d'actes homophobes et transphobes ont été recensées par le ministère de l'Intérieur en 2019. De plus, 55% des personnes LGBT+ ont subi des actes anti-LGBT+ au cours de leur vie.

Les personnes homosexuelles et bisexuelles ont en moyenne un risque de suicide quatre fois plus élevé que l'ensemble de la population et les personnes trans sept fois plus que le reste de la population.

"Cette situation n'est pas acceptable en France en 2020", a souligné Elisabeth Moreno.

Catherine Michaud, présidente de l'association GayLib, a salué un plan "ambitieux". "La ministre a montré sa volonté d'agir sur des sujets importants et essentiels pour les personnes LGBT: l'adoption finale de la PMA pour toutes les femmes au Sénat, (...) la dépénalisation universelle de l'homosexualité, ou encore le changement d'état civil déjudiciarisé pour les personnes trans", a expliqué la militante à l'AFP.

"Ce plan va dans le bon sens, mais on peine à voir comment les mesures vont être mises en application, en terme de moyens et de coordination entre ministères", a réagi pour sa part Véronique Cerasoli, de SOS Homophobie. "Nous saluons le comité de suivi, dont le premier rendez-vous est fixé à mars. Nous serons vigilants", a-t-elle assuré.

ctx/pgs/ach

Afp le 14 oct. 20 à 18 35.